



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180330-M_DE180326_44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/03/2018

Publication : 03/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.03/44

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 mars 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	21
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **03 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **26 mars à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 mars, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Emmanuel **DELINEAU**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Patricia **DUVAL** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Estelle **FERRON** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Liliane **HIPPERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 26 Mars 2018

2018.03/44

RESSOURCES HUMAINES - AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS, LE CCAS DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CENTRE DE GESTION 76 POUR LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX POUR L'ACTIVITE DE MEDECINE PREVENTIVE

Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire – Le Centre de Gestion de la Seine Maritime (CDG 76) assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés des missions obligatoires prévues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée (concours et examens professionnels, la bourse de l'emploi, fonctionnement des instances paritaires etc).

Au-delà des missions obligatoires, le CDG 76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions dites optionnelles. La Ville de Montivilliers avait signé des conventions particulières pour certaines de ces missions optionnelles et notamment afin d'adhérer à la mission de médecine préventive.

A cet effet, les visites médicales à destination du personnel de la Ville de Montivilliers et du CCAS sont effectuées par un médecin de prévention, rattaché au CDG 76. Ces visites ont lieu dans un local correspondant à deux appartements de la résidence Beauregard, 8 rue Bréquigny, appartenant à la Ville de Montivilliers et mis à disposition auprès du CCAS, aménagé et adapté pour l'activité de médecine préventive.

Afin de rester en conformité avec l'offre de médecine préventive, le Conseil d'Administration du CDG 76, par délibération en date du 14 décembre 2017, a décidé de procéder à une rationalisation du nombre de centres de visite en réduisant à l'échelle du département ce nombre à 18 centres.

Cette situation a conduit le CDG 76 à ce que certains centres de visite qui ont été identifiés comme plus adaptés que d'autres à l'exercice de la médecine préventive, puissent recevoir les agents des autres collectivités.

Ainsi, le CDG 76 a sollicité auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers l'autorisation d'occuper le local mentionné ci-dessus, afin que le Centre de Gestion puisse y organiser les visites médicales des agents des collectivités environnantes. Cette mise à disposition représente 3 jours d'occupation des lieux, pour un effectif de 1145 agents à la fois de Montivilliers et des autres collectivités.

La présente convention définit les conditions de mise à disposition des deux logements de la résidence Beauregard à destination des activités de médecine préventive ainsi que les modalités de remboursement par le CDG 76 de la redevance fixée par référence à la délibération en date du 16 février 2018 du Conseil d'Administration du CCAS.

Afin de répondre à l'objectif de rationalisation des centres de visites médicales posé par le CDG 76, je vous propose de procéder à la signature de la présente convention de mise à disposition de locaux.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 84-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du CCAS en date du 26 février 2018 fixant la valeur locative des logements de la résidence Beauregard ;

VU les règlements d'adhésion propres à chaque mission optionnelle ;

VU le rapport de Madame L'Adjointe au Maire, en charge des Ressources Humaines,

CONSIDERANT

- Que l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016, précise les missions pouvant être confiées aux centres de gestion ;

- Que le CDG 76 a sollicité l'autorisation d'occuper deux appartements de la résidence Beauregard, 8 rue Bréquigny, appartenant à la Ville de Montivilliers pour permettre d'assurer la mission du médecin de prévention du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-Maritime ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer avec le Centre de gestion 76 la convention de mise à disposition du local situé au rez-de-chaussée de la résidence Beauregard, au 8 rue Bréquigny, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1430 € pour 3 jours d'occupation par mois.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



